

LE BUDGET

LA DATE PROBABLE DE LA PRÉSENTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Je voudrais demander au ministre des Finances, monsieur l'Orateur, s'il pourrait faire connaître à la Chambre la date de présentation du budget?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, je regrette de ne pouvoir aujourd'hui annoncer cette date.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE CHANTIER MARITIME D'HALIFAX—ÉVALUATION DES EMPLOIS SANS CONSULTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, à deux reprises, j'ai posé certaines questions au ministre associé de la Défense nationale au sujet des travailleurs au chantier naval d'Halifax. Puis-je lui demander maintenant s'il est en mesure de répondre? Sinon, le ministre du Revenu national connaît peut-être les réponses?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, il y a quelques jours, un certain nombre de questions ont été posées au ministre associé de la Défense nationale à la suite de télégrammes expédiés par l'*Halifax Dockyard Trades and Labour Council* exprimant l'inquiétude des intéressés au sujet d'un programme d'évaluation des emplois qui s'y poursuit sans consultation avec les représentants des employés en cause.

En mai 1964, le comité préparatoire des négociations collectives a fait des recommandations au cabinet, en vue de réformes d'envergure dans les régimes de classement et de rémunération s'appliquant dans le cas des fonctionnaires et des employés à salaires régnants. On y recommandait l'adoption de mesures en vue de la mise au point et de l'institution d'un programme nouveau et perfectionné, se fondant sur un système relativement simple des catégories et groupes de métiers, pouvant assurer un cadre approprié aux négociations des taux de rémunération dans le régime prévu des négociations collectives.

Les recommandations ont été approuvées en principe et déferées à la Commission du service civil, qui fut priée d'entreprendre la tâche considérable et importante relative à la mise en application des recommandations. En octobre 1964, la Commission établissait à cette fin un nouveau service désigné sous le nom de Bureau de revision des classes.

[L'hon. M. Hellyer.]

Depuis lors, et grâce à la collaboration et à l'aide de tous les ministères, le travail du Bureau a progressé considérablement. La plupart des travaux concernant les catégories administratives et de soutien sont terminés. Les travaux préparatoires relatifs aux autres catégories, y compris la catégorie des fonctions des employés des chantiers navals, sont en bonne voie. On s'attend que tout le programme soit achevé au cours de l'année 1967.

Les principaux organismes d'employés de la fonction publique ont été consultés à toutes les étapes de la mise au point de ce programme. Dès que ses travaux préparatoires concernant la catégorie de fonctionnement auront été établis, le Bureau se propose, me dit-on, de consulter également les organismes dont les intérêts se bornent aux groupes de métiers spécialisés au sein de cette catégorie. Ces organismes comprendront notamment les *Dockyard Trades and Labour Councils* d'Halifax et d'Esquimalt.

M. Lewis: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il assurer à la Chambre et, par le truchement de celle-ci, aux travailleurs en cause, que les plans ne seront pas mis en œuvre avant que les organisations intéressées aient été consultées et informées des résultats?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, j'ai fait savoir que les organisations intéressées seraient consultées en temps opportun.

[Plus tard]

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre associé de la Défense nationale si, à la demande du *Dockyard Trades and Labour Council*, il songerait à la possibilité d'une rencontre relativement à la question très urgente et très importante actuellement à l'étude à Halifax.

L'hon. Léo Cadieux (ministre associé de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'INTENSIFICATION DE L'EXPORTATION DE DENRÉES POUR COMBLER LE DÉFICIT

A l'appel du l'ordre du jour.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Le 9 mars, répondant à une question que lui avait posée le député de Northumberland (M. Hees), le ministre affirmait que, lors de ses entretiens avec les autorités des États-Unis, il était au courant du déficit de la balance des paiements du Canada vis-à-vis les États-Unis. Le ministre